De l'image négative au choix positif.

Réduire le décrochage scolaire dans l'enseignement qualifiant.

Résumé exécutif

Introduction

En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'enseignement qualifiant forme chaque année près d'un élève du secondaire sur trois à des métiers techniques, manuels et professionnels indispensables au fonctionnement de la société. Beaucoup de ces métiers sont difficilement automatisables et essentiels à la transition écologique. Pourtant, les filières de l'enseignement qualifiant font encore l'objet de représentations qui peuvent limiter leur attractivité, alors même qu'elles pourraient constituer pour de nombreux jeunes une voie d'épanouissement porteuse d'avenir.

Elles sont aussi particulièrement touchées par le décrochage scolaire. Les élèves issus de milieux socio-économiquement défavorisés et ceux qui ont connu des difficultés scolaires ou des redoublements y sont surreprésentés. Pour une partie des élèves, l'entrée dans le qualifiant résulte d'un « choix négatif », opéré par défaut après des échecs successifs, plutôt que d'une décision fondée sur les intérêts, les compétences et les aspirations des élèves. Ces mécanismes d'orientation peuvent contribuer à entretenir des représentations négatives des filières et peser sur la motivation des jeunes.

La question est d'autant plus pressante que le décrochage n'a rien de marginal dans ces filières : le risque de sortie sans diplôme y est environ trois fois plus élevé que dans les parcours généraux, et il atteint des niveaux particulièrement élevés dans le professionnel et l'alternance. Or, dans un contexte de pénurie de talents dans de nombreux métiers techniques, la prévention du décrochage constitue dès lors un enjeu important, tant pour les jeunes que pour la société.

Pourquoi le décrochage est-il si présent dans le qualifiant ? Comment l'image de ces filières influence-t-elle les choix d'orientation ? Et sur quels leviers agir pour que le qualifiant devienne un choix positif ?

Pour éclairer ces questions, la Fondation Roi Baudouin a soutenu la réalisation d'une étude exploratoire. L'objectif : mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et identifier des leviers pour mieux valoriser ces filières et favoriser des choix d'orientation positifs.

De quoi parle l'étude ?

L'étude poursuit deux objectifs. D'une part, documenter sur la base de la littérature scientifique les causes et les conséquences du décrochage scolaire, en particulier dans les filières qualifiantes. D'autre

part, analyser l'image négative de ces filières et ses liens avec les mécanismes de choix, souvent contraints, qui orientent les élèves vers elles.

Elle repose sur une revue de la littérature scientifique, sur 15 entretiens semi-directifs individuels ou collectifs avec des parties prenantes variées (experts scientifiques, acteurs associatifs, représentants de l'administration, directions d'écoles, enseignants, éducateurs, parents et anciens élèves du qualifiant) et sur un atelier participatif consacré aux leviers d'action. Un recensement de plus de 70 pratiques inspirantes en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région wallonne a par ailleurs permis d'ancrer les recommandations dans la réalité du terrain.

L'étude porte principalement sur l'enseignement qualifiant de plein exercice (technique de qualification, artistique de qualification et professionnel). Ses constats concernent surtout l'enseignement ordinaire : une investigation spécifique concernant l'enseignement spécialisé reste à mener.

Ce que disent les chiffres

Un risque de sortie sans certificat plus élevé dans le qualifiant

En 2022-2023, 57,2 % des élèves de 3ème secondaire de plein exercice étaient inscrits dans l'enseignement général de transition, contre 17,7 % dans le professionnel et 16,5 % dans le technique et artistique de qualification. Le taux de sortie sans certificat en 3ème secondaire était de 4,4 % toutes filières confondues, mais il varie fortement : 1,4 % dans le général, 2,7 % dans le technique de transition, 5,1 % dans la section de qualification et 15,4 % dans le professionnel. Même si cet indicateur inclut aussi des départs vers d'autres systèmes éducatifs, il met en lumière la vulnérabilité particulière du qualifiant, où le risque de sortie sans diplôme est environ trois fois plus élevé que dans les parcours généraux.

Des parcours déjà marqués par l'échec

Les élèves arrivent souvent dans le qualifiant après une succession d'échecs, de redoublements ou d'exclusions. En 3ème secondaire (2022-2023), 9,8 % des élèves du général sont redoublants, contre 21,7 % en technique de transition, 29,8 % en technique de qualification et 24,0 % dans le professionnel.

Une composition socio-économique différenciée selon les filières

L'indice socio-économique1 moyen des quartiers de résidence des élèves du 3ème degré est positif dans le général (0,28) et le technique de transition (0,21), mais négatif dans le technique de qualification (-0,05), dans le professionnel (-0,21) et plus encore dans l'alternance (-0,27). Autrement dit, difficultés scolaires et difficultés sociales vont souvent de pair. Et plutôt que de compenser ces inégalités, la manière dont le système oriente les élèves et les répartit entre écoles et filières tend à les renforcer.

---

[1] Plus l'ISE est élevé, plus les élèves sont issus de secteurs (ou lieux, quartiers) de résidence favorisés sur le plan socio-économique

L'alternance, point de vigilance majeur

C'est dans l'alternance que le constat est le plus préoccupant : en 2022-2023, 23,4 % des élèves ont quitté le système sans certificat, contre 10,1 % en qualification et 2 % en transition.

Un phénomène plus large que les absences

Le décrochage n'est pas un événement soudain, mais un processus progressif de désengagement, souvent amorcé dès l'école primaire. L'étude le compare à un iceberg. La partie émergée, le décrochage manifeste, correspond aux absences injustifiées répétées que mesurent les statistiques. Sous la surface se trouvent des formes plus silencieuses : le décrochage invisible, masqué par des certificats médicaux et lié à la phobie scolaire, à l'anxiété ou à la dépression, et le décrochage passif, où l'élève est présent en classe mais n'est plus engagé dans les apprentissages. Les chiffres officiels ne reflètent donc qu'une partie de la réalité.

Le décret du 16 mai 2024 relatif à la réduction du décrochage scolaire et à la lutte contre l'absentéisme organise une prise en charge progressive et coordonnée en trois étapes : prévention par l'école dès 13 demi-jours d'absence injustifiée, intervention du centre PMS à partir de 30 demi-jours dans le secondaire, puis compensation avec suivi et accompagnement par le centre PMS si la fréquentation ne s'est pas rétablie après six mois au maximum. Sa mise en œuvre a débuté à la rentrée 2026 dans le fondamental et en 2027 dans le secondaire. Il s'inscrit dans le Pacte pour un Enseignement d'excellence, qui vise à réduire le décrochage de 50 % d'ici 2030.

Le « choix négatif » et les mécanismes d'orientation

Pour une part des élèves, l'entrée dans le qualifiant relève moins d'un choix personnel que d'une orientation contrainte. L'étude met en évidence trois mécanismes principaux.

La première est la hiérarchie implicite des filières. Dans l'imaginaire collectif, le général reste la « voie royale », tandis que le qualifiant est associé à l'échec plutôt qu'à un projet d'avenir. Cette hiérarchie est inscrite dans le fonctionnement même du système : le premier degré commun actuel reste largement centré sur les cours généraux, au détriment d'une découverte précoce des disciplines techniques et manuelles. Les acteurs de terrain décrivent un système « en toboggan », où l'élève glisse du général vers le technique, puis vers le professionnel et enfin vers l'alternance.

La deuxième est l'orientation par défaut. Les attestations d'orientation, en particulier l'AOB, ont longtemps conduit des élèves vers le qualifiant sans que ce choix corresponde à un projet. Les conseils de classe jouent également un rôle déterminant. Les décisions qui s'y prennent tendent, parfois sans intention explicite, à présenter le qualifiant comme une filière de second choix. En outre, d'après les recherches, à résultats scolaires comparables, des élèves de milieux sociaux différents ne reçoivent pas toujours les mêmes recommandations d'orientation, ce qui suggère l'existence de biais dans les pratiques d'évaluation et de décision. La connaissance parfois limitée des filières qualifiantes chez les enseignants du général et les moyens réduits des centres PMS, qui interviennent souvent en réaction plutôt qu'en prévention, renforcent ces mécanismes.

La troisième tient à la surreprésentation des vulnérabilités. Le qualifiant accueille de manière disproportionnée des élèves dont les trajectoires sont déjà fragilisées. Sur le plan scolaire, beaucoup y arrivent après des échecs, des redoublements ou des exclusions, ce qui nourrit le sentiment d'être relégués. Sur le plan social, ces filières accueillent majoritairement des jeunes issus de milieux populaires, qui disposent de moins de ressources culturelles, informationnelles et institutionnelles pour soutenir leur parcours. Ces fragilités se cumulent et pèsent sur le rapport à l'école. Les assignations de genre peuvent encore s'y ajouter : les filles sont majoritairement orientées vers les filières de soin, sociales ou esthétiques, les garçons vers les filières techniques et manuelles, ce qui fragilise davantage les élèves qui s'écartent de ces attentes genrées.

Il en résulte un cercle vicieux : plus les filières qualifiantes accueillent des élèves en difficulté et issus de milieux défavorisés, plus elles sont perçues comme une voie dévalorisée, ce qui renforce la réticence des familles et le regard péjoratif des pairs.

Des causes multiples, amplifiées dans le qualifiant

Le décrochage résulte d'une accumulation de vulnérabilités qui se situent à quatre niveaux. Ces facteurs traversent tout le système éducatif, mais ils se concentrent et se renforcent mutuellement dans le qualifiant.

Au niveau individuel, les échecs et redoublements, les troubles d'apprentissage non identifiés, une faible estime de soi et une santé mentale fragile augmentent le risque de désengagement. Pour certains jeunes qui apprennent avant tout par la pratique, un parcours initial quasi exclusivement théorique peut aussi nourrir une perte de sens.

Au niveau relationnel, la précarité familiale, une relation difficile entre famille et école, les tensions avec les enseignants, le harcèlement et l'influence de pairs déjà décrocheurs jouent un rôle déterminant. Les acteurs de terrain observent depuis la pandémie une forte augmentation des jeunes en difficulté dans leur rapport aux autres, mais aussi une amélioration du climat relationnel depuis l'interdiction du smartphone dans les écoles à la rentrée 2025-2026.

Au niveau de l'environnement scolaire, la ségrégation entre écoles et entre classes est particulièrement marquée en Fédération Wallonie-Bruxelles : jusqu'à 45 % de la variance des performances des élèves de 14 ans peut s'expliquer par le groupe-classe, l'un des taux les plus élevés d'Europe. Cela signifie que les performances scolaires des élèves dépendent fortement du groupe-classe dans lequel ils sont scolarisés, ce qui reflète des mécanismes de regroupement et de ségrégation qui amplifient les écarts initiaux plutôt que de les atténuer. Des bâtiments vétustes, un équipement insuffisant, de très grands établissements ou un climat scolaire peu sécurisant accentuent encore le risque de décrochage.

Au niveau sociétal, les contraintes de mobilité pèsent fortement sur les élèves du qualifiant, dont l'offre est plus spécialisée et moins bien répartie sur le territoire. Certains choisissent une option par proximité plutôt que par intérêt, et la fermeture d'options ne répondant pas aux normes de maintien (décret du 22 juin 2023) allonge parfois encore les distances. Le coût de certaines filières (matériel, vêtements professionnels, stages) constitue un frein supplémentaire pour les familles modestes.

Ces facteurs de risque traversent l'ensemble du système éducatif, mais tendent à se concentrer et à se renforcer dans l'enseignement qualifiant.

Des conséquences individuelles et collectives

Sur le plan individuel, le décrochage entraîne des désavantages qui se cumulent. Les jeunes qui quittent l'école sans diplôme sont significativement plus exposés au chômage, aux contrats précaires et aux parcours professionnels discontinus. La précarité qui en découle pèse durablement sur leur qualité de vie : le niveau d'éducation est notamment associé à des différences en matière de santé et de qualité de vie. Les entretiens menés dans le cadre de l'étude mettent aussi en évidence des effets psychologiques persistants : une stigmatisation durable, le sentiment d'être « étiqueté » en échec, voire l'idée intériorisée d'être « irrécupérable ». Certains jeunes décrocheurs décrivent un profond isolement social, qui peut aller jusqu'à une rupture avec la vie collective.

Le décrochage constitue également un enjeu sociétal majeur. Les personnes ayant quitté l'école prématurément ont un taux d'emploi plus faible, des carrières plus instables et des revenus moindres, ce qui se traduit par une perte de productivité et une diminution des recettes publiques (impôts, cotisations sociales, taxes liées à la consommation). Elles recourent aussi davantage aux dispositifs publics d'accompagnement, ce qui augmente les dépenses d'aide sociale, de santé et d'insertion professionnelle. Au-delà de l'économie, le décrochage est également associé à des enjeux de cohésion sociale, notamment à une participation politique moindre, à une plus faible mobilité sociale entre générations et à une reproduction des inégalités, les jeunes concernés occupant plus souvent des positions socio-économiques proches de celles de leur milieu d'origine. À l'inverse, élever le niveau d'éducation génère des bénéfices collectifs, notamment en matière de santé publique. Enfin, dans un contexte de pénurie dans de nombreux métiers techniques, chaque décrochage dans le qualifiant représente une perte de talents pour la société.

Du choix contraint au choix positif

Si les conséquences du décrochage sont lourdes, l'étude montre que sa prévention commence bien en amont, au moment où les élèves sont orientés. La manière dont un jeune arrive dans le qualifiant, par choix ou par défaut, influence en effet fortement son engagement et sa persévérance. D'où l'importance de comprendre comment se construisent les choix d'orientation.

Choisir une filière est un processus complexe et fortement socialisé. Les centres d'intérêt en sont le principal moteur, suivis de près par la confiance en ses chances de réussite. Les élèves cherchent aussi, souvent implicitement, une cohérence entre l'image qu'ils se font d'un métier et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Mais ces dimensions personnelles sont façonnées par l'entourage (parents, pairs, enseignants, conseils de classe), par l'offre d'options de l'établissement et par des stéréotypes liés au genre, au milieu social ou à l'origine. Les contraintes matérielles, comme la distance ou le coût de certaines formations, pèsent également sur les décisions.

Dans le cas du qualifiant, ces mécanismes jouent le plus souvent dans le sens d'un « choix négatif ». Les élèves qui se perçoivent en fragilité scolaire tendent à revoir leurs ambitions à la baisse par

prudence, tandis que l'image dévalorisée de ces filières dissuade d'autres jeunes de s'y engager, même lorsqu'ils y trouveraient un réel intérêt. Les expériences concrètes (stages, activités techniques, rencontres avec des professionnels) peuvent pourtant corriger des représentations erronées et renforcer la confiance, à condition d'être actives et proches de la réalité professionnelle.

Favoriser un choix réellement positif suppose donc d'agir sur deux registres à la fois : renforcer les ressources et la confiance des élèves, et transformer les contextes et les représentations qui structurent leurs horizons d'orientation. C'est l'objet des leviers identifiés par l'étude.

Six leviers pour favoriser un choix positif

L'étude pose d'abord sept principes transversaux : mobiliser plusieurs leviers à la fois plutôt qu'une action isolée, associer activement les jeunes, améliorer les relations éducatives et la coopération entre acteurs, impliquer les familles de manière cohérente, inscrire les interventions dans la durée, prêter une attention particulière aux publics vulnérables ou invisibilisés, et privilégier des actions fondées sur des preuves et évaluables. Elle identifie ensuite six leviers prioritaires.

1. **Renforcer la narration positive et inspirante autour du qualifiant.** Valoriser les trajectoires d'anciens élèves et d'enseignants issus du monde professionnel, lutter contre les stéréotypes sociaux et de genre, encourager l'utilisation d'un vocabulaire plus valorisant, etc.
2. **Améliorer l'orientation et la capacité des jeunes à faire un choix éclairé.** Explorer les métiers dès la fin du primaire, mettre fin à l'orientation automatique sur la seule base de l'AOB, consulter des enseignants du qualifiant avant une orientation, etc.
3. **Améliorer les relations éducatives et le climat scolaire.** Généraliser des espaces de parole inclusifs réunissant élèves, enseignants et éducateurs, développer l'observation croisée entre classes générales et qualifiantes, et accompagner les enseignants venus du monde professionnel dans leur appropriation des codes scolaires.
4. **Concevoir des expériences d'apprentissage authentiques et attractives.** Préparer les jeunes aux stages tout en formant les entreprises à les accueillir, mener des projets scolaires ancrés dans le réel professionnel, développer des solutions de mobilité, en particulier en zone rurale, etc.
5. **Soutenir la santé mentale, la confiance en soi et la prévention du décrochage.** Offrir aux élèves des espaces informels d'écoute et de bien-être, proposer des activités de gestion du stress et de renforcement de l'estime de soi, et mieux repérer les signaux faibles de détresse en renforçant le rôle des éducateurs et des psychologues scolaires.
6. **Professionnaliser les acteurs éducatifs et renforcer les coopérations externes.** Former les enseignants à l'identification des difficultés d'apprentissage et à l'approche éducative de l'orientation, mieux faire connaître les parcours techniques aux enseignants du général, actualiser les compétences techniques des enseignants du qualifiant, etc.

Plus d'informations

Les constats et chiffres présentés dans ce résumé sont issus de l'étude, qui en détaille l'ensemble des sources.

La publication : *De l'image négative au choix positif. Réduire le décrochage scolaire dans l'enseignement qualifiant*, Fondation Roi Baudouin, 2026. Auteures : Dr. Marie Antoine et Céline De Guchteneere (IDEA Consult). Coordination FRB : Farah Ridane, Flora Bellour, Annelore Vriens, programme « Éducation et développement des talents ». Avec le soutien de la Loterie Nationale.

Auteures

Dr. Marie Antoine, IDEA Consult
Céline De Guchteneere, IDEA Consult

Contact

Flora Bellour — bellour.f@kbs-frb.be